

Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 10 000 000 euros  
Siège social : 12 place des Etats-Unis, 92127 Montrouge cedex  
493 582 571 R.C.S. Nanterre

## **RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2022**

Le présent rapport a pour objet d'exposer l'activité de la Société au cours du premier semestre 2022, conformément aux dispositions de l'article L. 451-1-2 III du Code monétaire et financier et de l'article 222-4 du Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers.

Ce rapport comprend :

- I. Le rapport semestriel d'activité – page 2**
- II. Le rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle et les comptes arrêtés au 30 juin 2022 – page 20**
- III. La déclaration de la personne physique responsable du rapport – page 43**

\*                      \*

\*

Le présent rapport financier semestriel est déposé auprès de l'AMF selon les modalités prévues par le Règlement Général.

Le rapport est disponible sur le site de Crédit Agricole SA :  
<https://www.credit-agricole.com/finance/finance/dette/emissions-marche/ca-public-sector-scf-covered-bonds>

**I- Rapport d'activité au  
30 juin 2022**

**Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 10 000 000 euros  
Siège social : 12, place des Etats-Unis - 92120 Montrouge  
493 582 571 R.C.S. Nanterre**

# RAPPORT D'ACTIVITE

## Sommaire

<b>PRESENTATION DE LA SOCIETE .....</b>	<b>4</b>
<b>PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS .....</b>	<b>5</b>
<b>FAITS MARQUANTS SURVENUS AU COURS DU SEMESTRE ECOULE .....</b>	<b>5</b>
<b>ACTIVITES ET RESULTATS .....</b>	<b>7</b>
<b>EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES .....</b>	<b>10</b>
<b>DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE .....</b>	<b>10</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>18</b>
Business model .....	18
GLOSSAIRE .....	19

# Analyse de l'activité et des résultats de Crédit Agricole Public Sector SCF au 30 juin 2022

---

## PRESENTATION DE LA SOCIETE

---

Crédit Agricole Public Sector SCF est une Société anonyme à conseil d'administration, dont 99,99% des actions sont détenues par Crédit Agricole S.A.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF, sous l'ancienne dénomination de CREDIT AGRICOLE EXPORT CREDIT AGENCIES SCF, a obtenu de l'Autorité de Contrôle Prudentiel, le 1er septembre 2011, le statut de Société financière - Société de Crédit Foncier au sens des articles L. 513-2 et suivants du Code monétaire et financier.

Le statut de Société financière ayant été supprimé le 1<sup>er</sup> janvier 2014, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF exerce, depuis cette date, sous le **statut d'établissement de crédit spécialisé** au sens des nouveaux textes européens, statut automatiquement conféré aux sociétés financières n'ayant pas opté pour le statut national de société de financement (cf. évolution réglementaire infra).

Son objet social est la détention d'expositions sur des personnes publiques et leur refinancement par émissions d'obligations foncières notées. Les obligations foncières émises sont sécurisées par un collatéral constitué d'expositions sur des personnes publiques détenues par des entités du Groupe Crédit Agricole.

L'activité de Crédit Agricole Public Sector SCF est limitée par les dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés de crédit foncier (articles L. 513-1 et suivants du Code monétaire et financier).

Les actifs de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF sont limités :

- (i) aux expositions sur des personnes publiques conformément aux dispositions de l'article L.513-4 du Code monétaire et financier,
- (ii) aux actifs assimilés à de telles expositions sur des personnes publiques, y compris, sans limitation, les parts ou les titres de créance (autres que les parts subordonnées ou les titres de créance subordonnés) émis par un organisme de titrisation ou d'autres entités étrangères similaires (à l'exclusion de tout organisme de titrisation ou entité étrangère similaire qui a investi dans des actifs relevant de la catégorie visée à l'article L.513-3 du Code monétaire et financier) dans les conditions figurant à l'article L.513-5 du Code monétaire et financier et
- (iii) aux fins de l'obligation de couverture de ses besoins de trésorerie conformément aux articles L.513-8 et R.513-7 du Code monétaire et financier, (a) aux valeurs de remplacement au sens des articles L.513-7 et R.513-6 du Code monétaire et financier définis comme des expositions sur, ou garanties par les établissements de crédit ou les entreprises d'investissement bénéficiant du meilleur échelon de qualité de crédit (ou lorsque l'échéance résiduelle de ces expositions est inférieure à 100 jours, le second meilleur échelon de qualité de crédit) établi par un organisme externe d'évaluation de crédit reconnu par l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution en application des dispositions de l'article L.511-44 du Code monétaire et financier et (b) actifs éligibles en tant que garanties aux opérations de crédit de la Banque de France conformément aux procédures et conditions fixées par celle-ci pour sa politique monétaire ainsi que pour les opérations intra-journalières.

Afin de refinancer ces actifs, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF émet des obligations foncières qui bénéficient d'un privilège (droit de paiement prioritaire) sur les produits provenant de l'ensemble des actifs et droits de l'Emetteur.

Ces obligations sont émises dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés de crédit foncier et dans le cadre de limites fixées par un Programme d'émissions défini par le Conseil d'administration de la Société. Les produits de ces émissions sont simultanément et exclusivement affectés à la mise à disposition auprès de Crédit Agricole S.A. de prêts à terme dans les mêmes termes et conditions que les obligations foncières émises par la Société ; Crédit Agricole S.A. re-prête ces ressources aux apporteurs des expositions publiques.

Conformément à ses statuts, Crédit Agricole Public Sector SCF ne détient ni filiale ni participation.

---

## **PRESENTATION DES ETATS FINANCIERS**

---

Les états financiers de Crédit Agricole Public Sector SCF sont établis en normes françaises en conformité avec les règles de présentation et les méthodes d'évaluation prévues par la réglementation en vigueur applicable en France aux entreprises du secteur bancaire et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A.

---

## **FAITS MARQUANTS SURVENUS AU COURS DU SEMESTRE ECOULE**

---

### **I- APPROBATION DES COMPTES DE L'EXERCICE 2021**

L'Assemblée générale annuelle du 06 mai 2022, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises pour les assemblées générales ordinaires, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'administration et du rapport général des commissaires aux comptes sur les comptes annuels, a décidé d'affecter :

- |  |              |
|--|--------------|
| - Le bénéfice de l'exercice clos le 31 décembre 2021 : | 50.702,65 €  |
| - Le report à nouveau antérieur :                      | 861.621,85 € |
| - Soit un montant total distribuable de :              | 912.324,50 € |

de la manière suivante :

- |   |              |
|---|--------------|
| - Dotation à la réserve légale :  | 2.535,13 €   |
| - Distribution d'un dividende net de 0,048 € par action<br>pour le 1 million d'actions composant<br>le capital social au 31 décembre 2021 | 48.000,00 €  |
| - Report à nouveau après affectation du résultat  | 861.789,37 € |

#### Rappel des dividendes distribués

L'assemblée générale prend acte que les distributions de dividendes au cours des trois précédents exercices ont été les suivantes :

- 2018 : 74.000 euros ;
- 2019 : 0 euro ;
- 2020 : 52.000 euros.

## **II- GOUVERNANCE - CONSEIL D'ADMINISTRATION ET DIRECTION GENERALE**

Aucun changement n'est intervenu, au sein du Conseil d'administration depuis l'Assemblée générale annuelle du 4 mai 2021.

## **III- PROGRAMME ET AUTORISATIONS D'EMISSION**

Le prospectus de base décrivant le Programme d'Euro Medium Term Notes pour l'émission d'obligations foncières d'un montant de 10 milliards d'euros (ou son équivalent dans d'autres devises), ayant obtenu le visa n° 12-400 de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 6 août 2012, a fait l'objet d'une mise à jour annuelle au troisième trimestre 2021.

Ce nouveau prospectus a reçu le visa n° 21-465 de l'Autorité des Marchés Financiers en date du 29 octobre 2021.

En application de l'article R.513-16 V, section 4 du Code monétaire et financier, le Conseil d'administration, dans ses séances des 17 décembre 2021, 15 mars 2022 et 14 juin 2022, a respectivement fixé à :

- 500 millions d'EUR (ou contre-valeur en euro des émissions en devises) le montant maximum d'émissions de titres de dettes pour l'année 2022 ;
- 0 EUR (ou contre-valeur en euro des émissions en devises), le montant maximum du programme d'émissions pour le 1<sup>er</sup> trimestre 2022 ;
- 500 millions d'EUR (ou contre-valeur en euros des émissions en devises), le montant maximum du programme d'émissions pour le 2<sup>ème</sup> trimestre 2022 ;
- 500 millions d'EUR (ou contre-valeur en euros des émissions en devises), le montant maximum du programme d'émissions pour le 3<sup>ème</sup> trimestre 2022.

## **IV- RATIOS PRUDENTIELS**

Rappel :

En application des dispositions prévues par l'article 7 paragraphe 1 et par l'article 425 paragraphe 1 du règlement (UE) n° 575/2013 du CRR, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a obtenu de l'ACPR, courant 2014 :

- Une dérogation à l'application sur base individuelle des exigences relatives aux fonds propres, aux exigences en fonds propres, au levier et aux grands risques.  
La société n'a donc effectué, depuis le 31 mars 2014, aucune déclaration des ratios - devenus trimestriels - de solvabilité, de grands risques et de levier ;
- La levée du plafonnement à 75% des entrées de trésorerie dans le calcul du ratio de liquidité dit « LCR ».  
Le ratio LCR est déclaré par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF depuis janvier 2014.

## ACTIVITES ET RESULTATS

Au cours du **premier semestre 2022**, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'a pas réalisé de nouvelle émission d'obligations foncières.

### I- BILAN

Le total du bilan de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF atteint 4,547 milliards EUR au 30 juin 2022 contre 4,555 milliards EUR au 31 décembre 2021 (en baisse de 8 millions EUR).

Le **PASSIF** du bilan se compose :

- Pour l'essentiel du poste « **dettes représentées par un titre** » d'un montant de 4,509 milliards EUR au 30 juin 2022 contre 4,517 milliards EUR au 31 décembre 2021.

Ce poste enregistre :

- L'encours des 7 émissions d'obligations foncières à leur valeur nominale pour 4,5 milliards EUR ;
- Les dettes rattachées à ces titres à la date de clôture de la période : intérêts courus non échus pour 9,5 millions EUR au 30 juin 2022 (en baisse de 7,4 millions EUR par rapport au 31 décembre 2021).

#### Emissions d'obligations foncières en vie au 30 juin 2022

Series	ISIN	Type	Nominal	Devise	CV €	Signing	Règlement	Maturité	Durée	Coupon
2	FR0011508332	publique	1 000 000 000,00	EUR	1 000 000 000,00 €	05/06/2013	07/06/2013	07/06/2023	10,00	1,875%
3	FR0013215688	publique	500 000 000,00	EUR	500 000 000,00 €	27/10/2016	31/10/2016	31/10/2026	10,00	0,250%
4	FR0013267473	publique	500 000 000,00	EUR	500 000 000,00 €	16/07/2017	18/07/2017	02/08/2027	10,04	0,875%
5	FR0013358199	publique	500 000 000,00	EUR	500 000 000,00 €	06/09/2018	10/09/2018	10/10/2025	7,08	0,500%
6	FR0013411600	publique	750 000 000,00	EUR	750 000 000,00 €	27/03/2019	29/03/2019	29/03/2029	10,00	0,625%
7	FR0013446598	publique	750 000 000,00	EUR	750 000 000,00 €	11/09/2019	13/09/2019	13/09/2028	9,00	0,010%
8	FR0014006WB3	publique	500 000 000,00	EUR	500 000 000,00 €	06/12/2021	08/12/2021	08/12/2031	10,00	0,125%
<b>Total</b>					<b>4 500 000 000,00</b>					

- D'un gage-espèces constitué pour répondre au besoin de liquidité à 180 jours afin de couvrir les paiements dus sur les émissions de CB au titre des coupons et du remboursement du capital sur les émissions en vie qui ne sont pas soft bullet. Le montant de cette réserve enregistré en « **dettes envers les établissements de crédit** » est de 17 millions EUR au 30 juin 2022 comme au 31 décembre 2021.

A l'**ACTIF**, par symétrie, le principal poste est constitué des « **créances sur les établissements de crédit** » pour un montant de 4,526 milliards EUR au 30 juin 2022, en baisse de 6,2 millions EUR par rapport au 31 décembre 2021.

Ces créances sont constituées :

- Des 7 prêts octroyés à Crédit Agricole S.A. en contrepartie des ressources levées d'un montant nominal de 4,5 milliards EUR diminué de la décote restant à étaler sur la durée de vie respective des prêts pour un montant total de 3,8 millions EUR au 30 juin 2022 (contre une décote de 4,6 millions EUR au 31 décembre 2021). A noter, que contrairement aux autres, la série 7 pour laquelle la soule s'élevait à 13,4 millions EUR a été due par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF à CREDIT AGRICOLE S.A.
- Des intérêts courus sur ces prêts pour 9,5 millions EUR (contre 16,9 millions au 31 décembre 2021) ;

- Diminués des commissions d’octroi de crédit restant à étaler sur la durée des prêts : - 7,2 millions EUR (contre - 7,9 millions EUR au 31 décembre 2021).

Le poste intègre, en outre, le placement du capital et de la trésorerie en compte courant et un compte de dépôt à vue auprès de Crédit Agricole S.A. pour un montant total de 10,6 millions EUR.

Le poste « **Caisse, banques centrales** » enregistre le dépôt auprès de la Banque de France sur le compte de numéraire et de réserves obligatoires (CNRO) d’un montant de 261 EUR.

Les **comptes de régularisation et autres actifs / passifs** comptabilisent les éléments suivants :

- A l’actif
  - Les comptes de régularisation (20,4 millions EUR) sont essentiellement composés :
    - Les primes d’émission négatives (décotes) de 13,0 millions EUR au 30 juin 2022 contre 14,5 millions EUR au 31 décembre 2021 ;
    - Les frais d’émission de 7,2 millions EUR au 30 juin 2022 contre 7,9 millions EUR au 31 décembre 2021, restant à étaler, à la date d’arrêté, sur la durée de vie des obligations ;
  - Les autres actifs incluent :
    - Le dépôt de garantie de l’engagement de paiement auprès du Fonds de Résolution Unique (FRU) pour 584 K EUR.
    - Les acomptes d’IS 2022 payés pour 8,5 K EUR.
- Au passif
  - Les comptes de régularisation (9,6 millions EUR) sont essentiellement composés :
    - Des produits constatés d’avance, la prime d’émission positive (surcotes) restant à étaler sur la durée de vie de l’obligation émise pour 9,3 millions EUR (9,9 millions EUR au 31 décembre 2021) ;
    - Des charges à payer au titre de l’exercice pour un montant global de 356 K EUR principalement des honoraires ainsi que les impôts et taxes habituellement exigibles (IS, CVAE, TVA).

Les **capitaux propres** atteignent 11 millions EUR au 30 juin 2022, ils sont relativement stables par rapport au montant au 31 décembre 2021 du fait du versement d’un dividende (-48 K EUR) et du résultat bénéficiaire du 1<sup>er</sup> semestre 2022 (+49 K EUR).

## II- COVER POOL

Au hors-bilan, les « **autres valeurs reçues en garantie** » (créances destinées à garantir le remboursement par Crédit Agricole S.A. des prêts qui lui sont octroyés par la Société) calculées sur une base comptable représentent 6,105 milliards EUR au 30 juin 2022. Au 31 décembre 2021, les « **autres valeurs reçues en garantie** » au hors bilan comptable représentaient 6,091 milliards EUR.

En application de l’instruction n°2011-I-07, les rapports trimestriels sur la qualité des actifs de la Société sont disponibles sur le site internet de Crédit Agricole S.A. à l’adresse suivante dans la section « Informations Réglementaires » : <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/dette/emissions-marche/ca-public-sector-scf-covered-bonds>

Le rapport publié sur la qualité des actifs au 30/06/2022 a été établi sur la base des données de gestion au 31/05/2022. De même, le Rapport Label ECBC au 30/06/2022 de la Société est publié à l’adresse suivante dans la section « French Covered Bond Label Reporting » : <https://www.credit-agricole.com/finance/finance/dette/emissions-marche/ca-public-sector-scf-covered-bonds>

### III- RESULTATS

Il convient de rappeler que :

- Les opérations d'emprunts d'obligations foncières et de prêts à Crédit Agricole S.A. n'ont pas d'impact sur les résultats car ces opérations « miroirs » sont réalisées à la même date et aux mêmes conditions de notionnel, de taux et de maturité ;
- Les charges générales d'exploitation supportées par la société, de même que les frais d'émission sur les emprunts, sont intégralement refacturés au bénéficiaire des financements, au travers de commissions financières comptabilisées en PNB.

Le **Produit net bancaire** du 1<sup>er</sup> semestre 2022 atteint 795 K EUR en baisse de - 44,6 K EUR par rapport à celui au 30 juin 2021 d'un montant de 839 K EUR.

Après netting des charges et produits liés aux opérations miroirs de prêts / emprunts, le PNB représente pour l'essentiel :

- La commission de gestion du financement (*Financing Management fees*) (+833,4 K EUR au 30 juin 2022 contre +880,8 K EUR au 30 juin 2021) refacturation dans le cadre de la sous-traitance casa PSEE et du gage espèce (frais comptabilisés principalement en charges générales d'exploitation).
- La rémunération de la trésorerie en compte courant est négative sur le 1<sup>er</sup> semestre 2022 à -32,5 K EUR (-32,8 K EUR au 30 juin 2021). Depuis le 3 février 2020 la rémunération des comptes courants intragroupes est calculée en appliquant la référence €STR + 8.5 bp ;
- Le coût du gage-espèces diminué de son remplacement auprès de Crédit Agricole S.A. s'élève à 0,5 K EUR pour le 1<sup>er</sup> semestre 2022 (-10,8 K EUR au 30 juin 2021), les intérêts sur les 17 millions EUR sont devenus positifs.

**Les charges générales d'exploitation** du semestre, de 737,1 K EUR (787,8 K EUR au S1 2021), correspondent principalement :

- A la PSEE facturée par Crédit Agricole S.A. : 259,7 K EUR (contre 324,7 K EUR au S1 2021), concentrée sur la baisse du coût de l'équipe EXM (dorénavant au coût moyen réel et non au forfait).
  - Aux honoraires (agences de notation, commissaires aux comptes, contrôleur spécifique, conseil juridique, secrétariat juridique) : 464,6 K EUR (contre 441,1 K EUR au S1 2021) ;
  - Et aux services extérieurs et contributions réglementaires : 11,2 K EUR dont 8,2 K EUR pour les services extérieurs (contre 20,5 K EUR dont 17,5 K EUR pour les services extérieurs au 30 juin 2021). La variation est liée à la prestation d'automatisation du reporting réglementaire réalisée en 2021 pour un montant de 8,6 K EUR.
- Il n'y a aucune variation concernant les contributions réglementaires.

Le **résultat courant avant impôt** au 30 juin 2022 ressort à 57,6 K EUR contre 51,5 K EUR au 1<sup>er</sup> semestre 2021.

Le **résultat net** au **30 juin 2022** ressort à 48,8 K EUR contre 44,2 K EUR au 30 juin 2021.

---

## EVOLUTION RECENTE ET PERSPECTIVES

---

Aucun évènement intervenu depuis le 30 juin 2022 n'a d'incidence sur les comptes de la période.

Afin de poursuivre sa participation au refinancement du Groupe Crédit Agricole, Crédit Agricole Public Sector SCF pourra, en fonction de l'évolution des conditions de marché, réaliser de nouvelles émissions.

Crédit Agricole, Crédit Agricole Public Sector SCF souhaite bénéficier du label « obligation garantie européenne de qualité supérieure » mentionné à l'article L.513-26-1 II du Code monétaire et financier, et déposera une demande auprès de l'ACPR en septembre 2022.

---

## DESCRIPTION DES PRINCIPAUX RISQUES ET INCERTITUDES POUR LES 6 MOIS RESTANTS DE L'EXERCICE

---

Cette partie du rapport d'activité présente la nature des risques auxquels la société est exposée, leur ampleur et les dispositifs mis en œuvre pour les gérer.

Pour réaliser son objet social, le refinancement des entités du Groupe Crédit Agricole, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF émet des obligations foncières dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables aux sociétés de crédit foncier et dans le cadre de limites fixées par un programme EMTN ayant obtenu le visa de l'AMF et par les agences de notation (notation du programme : AAA par Standard & Poor's et Aaa par Moody's).

Le produit de ces émissions d'obligations foncières est affecté exclusivement à la mise à disposition auprès de Crédit Agricole S.A. de prêts à terme garantis par des créances éligibles. Les caractéristiques financières des prêts (notamment leur montant en principal, la devise, leur maturité et leurs conditions d'intérêt) sont identiques à celles des obligations foncières émises par la Société dans le cadre du Programme.

Eu égard à l'activité de la Société, strictement limitée à son objet social, et aux principes de montage des opérations, ces dernières ne doivent donc pas générer de risques financiers du fait de l'adossement parfait entre les émissions réalisées par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF d'une part et les prêts octroyés à Crédit Agricole S.A. d'autre part. Par ailleurs, la Société place la trésorerie, y compris la trésorerie issue des fonds propres, en respectant les articles L.513-7 et R.513-6 du Code monétaire et financier et en accord avec les critères des agences de notation tels que repris dans la documentation du Programme.

Le Directeur Général de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est responsable de la mise en œuvre du contrôle interne et de la Conformité. Toutefois, la société ne disposant pas de moyens humains, matériels ou techniques propres, la Société a confié à Crédit Agricole S.A. la réalisation de son contrôle interne (contrôles permanents et périodiques, contrôles de la conformité, contrôles et surveillance de la maîtrise des risques), au sens du règlement auquel elle est assujettie. Les conditions et modalités sont décrites dans la convention d'externalisation de prestations de services conclue entre les parties.

### I- PROTECTION CONTRE LE RISQUE DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE

**Le risque de crédit sur les prêts octroyés** par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF à Crédit Agricole S.A. (prêts miroirs des émissions d'obligations foncières) en tant que société de financement du groupe Crédit Agricole est couvert par l'apport en garantie de créances qui répondent à certains

critères d'éligibilité prédéfinis avec les agences de notation sélectionnées pour l'octroi d'une notation moyen-long terme des obligations à émettre dans le cadre du Programme. Ce pool de créances peut comprendre toute exposition sur des personnes publiques éligibles à l'actif des sociétés de crédit de foncier selon la définition posée par l'article L. 513-4 du Code monétaire et financier, sous réserve des critères susvisés.

**Le risque résiduel de contrepartie résultant du placement des fonds propres et de la trésorerie** est très faible car encadré par un dispositif qui restreint notamment la liste des produits de placement autorisés, la maturité maximum et les contreparties autorisées, en accord avec les articles L.513-7 et R.513-6 du Code monétaire et financier.

Les contraintes sont les suivantes :

- Investissement dans des actifs de remplacement évitant le risque de perte en principal composés de dépôts à terme et /ou d'instruments financiers tels que définis par l'article R.513-6 du Code monétaire et financier ;
- Entité dépositaire de dépôts et / ou émettrice d'instruments financiers bénéficiant d'une notation pour ses engagements moyen-long terme supérieure ou égale à une notation minimum définie pour chaque agence de notation.

**Le dispositif de mesure et de surveillance des risques de crédit** s'appuie sur :

- Le respect de la réglementation et de la qualité des contreparties,
- La convention d'écoulement des fonds propres retenue,
- L'identification des créances apportées en garantie des prêts octroyés et la mesure du taux de couverture de ces prêts.

**Au 30 juin 2022**, le bilan de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF présente un montant de 4,547 milliards EUR composé majoritairement des encours de créance de la société. Ils portent presque en totalité sur Crédit Agricole S.A. et représentent :

- Les prêts octroyés à Crédit Agricole S.A. en contrepartie des ressources levées par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF (émission d'obligations foncières de 4,5 milliards EUR) enregistrés à leur valeur nominale, augmentée des primes d'émission et diminuée des commissions d'octroi de crédit restant à étaler ;
- Ainsi que les placements des fonds propres et de la trésorerie en comptes courants et dépôts à terme auprès de Crédit Agricole S.A.

**Au 30 juin 2022**, le montant déposé sur le compte de numéraire et de réserves obligatoires (CNRO) ouvert auprès de la Banque de France n'est pas significatif (261 EUR).

De ce fait, le risque de crédit que prend directement la société ne porte actuellement que sur Crédit Agricole S.A.

- **Au titre des prêts octroyés** en contrepartie des émissions, ce risque de crédit est couvert par la remise en pleine propriété, à titre de garantie, des créances éligibles, par Crédit Agricole S.A. au bénéfice de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF, conformément aux dispositions des articles L.211-38 et suivants du Code monétaire et financier et conformément à *l'Issuer collateral security agreement*.

Ces créances éligibles ont, au préalable, fait l'objet d'une remise en pleine propriété au bénéfice de Crédit Agricole S.A. par certains membres du groupe Crédit Agricole (à ce jour uniquement Crédit Agricole Corporate and Investment Bank « CA-CIB »), conformément aux dispositions des articles

L.211-38 et suivants du Code monétaire et financier, à titre de garantie des prêts à terme qui sont consentis par Crédit Agricole S.A. aux membres du groupe Crédit Agricole conformément au *Collateral security agreement*. Ladite garantie financière confère à son bénéficiaire (Crédit Agricole S.A.) le droit de réutiliser les créances éligibles concernées conformément à la loi.

Les caractéristiques des actifs apportés en garantie bénéficient des dispositions des articles L.211-38 et suivants du Code monétaire et financier, à savoir la remise en pleine propriété opposable aux tiers sans formalités des créances apportées en garantie, y compris en cas d'ouverture d'une procédure collective à l'encontre de Crédit Agricole S.A.

#### Taux de surdimensionnement

La Société doit, en outre, respecter les règles de surdimensionnement prévues par les articles L. 513-12 et R.513-8 du Code monétaire et financier, l'article 6 du Règlement n° 99-10 du 9 juillet 1999 modifié du Comité de la réglementation bancaire et financière relatif aux sociétés de crédit foncier, et par l'Instruction 2014-I-16 de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution, en application desquelles un ratio de couverture des ressources privilégiées par les éléments d'actifs au moins égal à 105% doit être maintenu (102% avant mai 2014).

Conformément à l'article L. 513-23 du Code monétaire et financier, un contrôleur spécifique est chargé de contrôler le respect par la société de crédit foncier de toutes les obligations lui incombant (dont, en particulier, la conformité des créances apportées en garantie avec les critères définis par la Loi, l'absence de double mobilisation des créances apportées en garantie, ...).

**Au 30 juin 2022**, les actifs apportés en garantie sont des prêts à l'exportation conclus par CA-CIB, bénéficiant d'une garantie ou d'une assurance-crédit consentie par un Etat ou par une ou plusieurs agences de crédit export bénéficiant de la garantie, ou agissant au nom et pour le compte, d'un Etat. Leur montant s'élève à 6,105 milliards de contre-valeur euros.

CA-CIB identifie le gisement des créances, sélectionne les créances éligibles et actualise mensuellement le pool de créances apportées en garantie.

- **Risque au plan de l'investissement de la trésorerie issue des fonds propres :**

Le risque de crédit de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est cantonné aux placements des capitaux propres et de la trésorerie de la société (au 30 juin 2022 : 11 millions d'euros de capitaux propres). Ces sommes disponibles ne peuvent être investies qu'en actifs de remplacement tels que définis par le Code Monétaire et Financier (article R 513-6), en évitant le risque de pertes en principal et en respectant les contraintes de la documentation du Programme reflétant les critères des agences de notation.

Les placements (28 millions d'euros au 30 juin 2022) sont investis exclusivement dans des comptes courants et de dépôt à vue auprès de Crédit Agricole S.A, actifs éligibles dans la mesure où la contrepartie bénéficie du second meilleur échelon de qualité de crédit pour sa notation CT (notation de Crédit Agricole S.A. supérieure ou égale à A-2 (court terme) chez Standard & Poor, F2 (court terme) chez Fitch Ratings et P-2 (court terme) chez Moody's.

## **II- RISQUE DE TAUX ET DE CHANGE**

Conformément à ses statuts qui lui interdisent toute activité ne correspondant pas strictement à son objet social, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'a aucune activité de marché autre que l'émission d'Obligations foncières bénéficiant du privilège de l'article L.513-11 du Code Monétaire et Financier et le remplacement des ressources ainsi levées auprès de Crédit Agricole S.A. à des conditions identiques en taux, notionnel, devise et durée.

En fonctionnement normal de la Société, tant que Crédit Agricole S.A. honore ses obligations de paiement, les autres risques sont limités.

- **Risques de marché provenant du placement des fonds propres et de la trésorerie de la Société sont limités.**

Ces disponibilités ne peuvent être investies qu'en actifs de remplacement tels que définis par le Code Monétaire et Financier (article R 513-6), en évitant le risque de perte en principal.

Dans les faits, les fonds propres et la trésorerie sont investis exclusivement dans des comptes courants et dépôts à terme auprès de Crédit Agricole S.A. et dans un compte de numéraire et de réserves obligatoires à la Banque de France (cf. Risque de crédit supra). Aucun risque de marché n'est donc porté par ces opérations.

Le parfait adossement des émissions et des prêts (cf ci-dessous) s'applique également à la position de change.

Par conséquent, tant que Crédit Agricole SA n'est pas en défaut, l'exposition en devises résulterait uniquement des positions en comptes courants ; elle fait l'objet de reporting dans le cadre d'un dispositif de mesure et d'encadrement des positions de change opérationnel mis en place.

- **Les emprunts, par émissions d'obligations foncières, et les prêts consentis par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF à Crédit Agricole S.A. sont parfaitement adossés en notionnel, en taux, en maturité et devises.**

Les conditions de fonctionnement normal de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne l'exposent donc pas à un risque de taux ou de devises.

### **III- PROTECTION CONTRE LE RISQUE DE TAUX ET DE CHANGE**

Des mécanismes de protection contingente contre les risques de marchés sont prévus par la Société, pour le cas où de tels risques de taux et de change pourraient se matérialiser.

#### **1) Mécanisme de protection prévu par la documentation du Programme**

Niveau 1 : par construction

Par construction, le passif privilégié de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est parfaitement adossé à son actif, constitué des prêts octroyés à Crédit Agricole S.A. Le niveau d'adossement de ces opérations est mesuré périodiquement. Ainsi, tant que Crédit Agricole S.A. est en mesure d'honorer ses échéances, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne supporte aucun risque de taux ni devise.

Tant que Crédit Agricole S.A. n'est pas en défaut au titre des prêts octroyés par la Société et que sa notation ne se dégrade pas sous un certain seuil convenu avec les Agences de Notation, tout risque de taux ou de change lié aux créances éligibles sera couvert au sein du Groupe Crédit Agricole conformément aux stratégies de couverture habituellement adoptées par le Groupe.

Niveau 2 : Dégradation de la notation de Crédit Agricole S.A. et mise en place de swaps de couverture.

Si la notation de Crédit Agricole S.A. se dégrade sous un certain seuil défini par les Agences de notation (perte d'une des notes court terme : A-1, P-1 ; ou long terme : A2 /Moody's), la société conclura des contrats de couverture avec des contreparties éligibles afin de couvrir (i) tout différentiel potentiel entre le taux d'intérêt applicable aux obligations foncières et aux créances éligibles et (ii) tout différentiel potentiel de devise qui résulterait du paiement direct à la société issus des créances éligibles.

Il est également prévu qu'en cas de mise en place du contrat de couverture mentionné au paragraphe précédent, tant que la Société continue à recevoir des paiements au titre des prêts consentis à Crédit Agricole SA et non pas au titre des créances éligibles, la Société devra conclure des contrats de couverture avec Crédit Agricole S.A. afin de neutraliser les effets des contrats de couverture conclus par la Société avec les contreparties de couvertures éligibles.

Au **30 juin 2022**, ce dispositif n'a pas été enclenché, la notation de Crédit Agricole S.A. ayant été maintenue au niveau requis.

## **2) Dispositif de mesure et de suivi du risque de taux**

En tant que filiale de Crédit Agricole S.A., la société applique les normes Groupe en matière de suivi du risque de taux. Celui-ci est assuré par les outils internes de mesure et de reporting du risque de taux d'intérêt global (RTIG).

Toutes les opérations réalisées par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF relevant du suivi du RTIG sont intégrées dans les outils de mesure et de suivi du risque de taux du Groupe. Elles font l'objet d'un traitement mensuel automatisé qui les intègre à l'architecture mise en place par Crédit Agricole S.A. pour suivre le risque de taux de ses filiales (ITAC).

La mesure principale du RTIG est le gap de taux d'intérêt qui représente, sur chaque période, la différence signée entre les passifs et les actifs à taux fixe dans une devise donnée.

Le dispositif de mesure permet de produire les indicateurs nécessaires au suivi des risques :

- Gaps synthétiques (exprimés en euros) toutes devises, consolidant pour toutes les devises les expositions au risque inflation et au risque de taux nominal, et Gaps autres devises que l'euro,
- Gaps taux fixe (exprimés en euros) pour chacune des devises,
- Gaps inflation (exprimés en euros) pour chacune des devises.

Les encours retenus sur chaque sous période sont des encours moyens et les gaps sont calculés par mois jusqu'à la fin de l'année N+1 (soit 13 à 24 mois selon la date de calcul) puis par année civile pour obtenir des gaps sur les 30 prochaines années.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF produit ces mesures de gap en euro. A noter que les émissions réalisées à ce jour sont en euros.

Tous les éléments d'actif et de passif sont échéancés sans caractère optionnel, à l'exception des fonds propres qui font l'objet d'une convention d'écoulement.

Pour le gap en euro, seul le déséquilibre entre la convention d'écoulement des fonds propres et l'échéancement de leur remplacement fait apparaître un gap statique non nul.

## **3) Mesure de la sensibilité de la valeur actuelle nette du bilan.**

L'encadrement du RTIG est également assuré par une mesure de la sensibilité de la valeur actuelle nette du bilan pour un choc normatif à la hausse et à la baisse sur le gap considéré.

Au **30 juin 2022**, la sensibilité de la valeur actuelle nette du bilan, y compris des fonds propres, à une variation des taux de + 200 bp à - 200 bp, est inférieure à la limite de 100 K EUR.

#### **IV- PROTECTION CONTRE LE RISQUE DE LIQUIDITE**

La politique de couverture du risque de liquidité de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF, telle que reflétée dans la documentation du programme, vise à assurer une adéquation entre les sources et les besoins de liquidité dans divers scénarios.

##### **1) Sur le plan réglementaire :**

Conformément à l'article R. 513-7 du Code monétaire et financier, relatif aux sociétés de crédit foncier, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF assure, à tout moment, la couverture de ses besoins de trésorerie sur une période de 180 jours.

Ces besoins de trésorerie s'entendent comme :

- les flux prévisionnels de principal et d'intérêts sur le passif
- diminués des flux prévisionnels d'intérêts et de principal sur les actifs de remplacement et sur les actifs reçus à titre de garantie
- diminués (ou augmentés suivant le cas) des montants à payer (ou à recevoir) afférents aux instruments financiers à terme visés à l'article L.513 -10.

Crédit Agricole S.A. s'est engagé dans le cadre de la documentation du programme, à fournir à CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF, la liquidité nécessaire pour satisfaire cette exigence réglementaire. Cet engagement est réalisé au moyen du gage-espèces mis en place en décembre 2018.

##### **2) Sur le plan contractuel, conformément aux exigences des agences de notation**

Au-delà des contraintes réglementaires, la politique de couverture du risque de liquidité, imposée par la documentation, repose sur le dispositif séquentiel suivant fonction de la notation de Crédit Agricole S.A. :

- a. Par construction, en application de la documentation du Programme, le passif privilégié constitué de l'ensemble des obligations foncières émises par CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est parfaitement adossé à des prêts, miroirs, octroyés à Crédit Agricole S.A.
- b. En anticipation d'un éventuel défaut de Crédit Agricole S.A., qui invaliderait la couverture décrite ci-dessus, Crédit Agricole S.A. s'est engagé, dès la mise en place du programme, à apporter sous condition de rating (perte de la note CT A -1 ou P-1), 270 jours calendaires avant l'échéance d'une émission, la liquidité nécessaire pour permettre le remboursement du principal de l'émission.

A noter que les 2 réserves « réglementaire » et « agence de notation » ne se cumulent pas, seul le montant maximum est retenu pour déterminer l'exigence au regard des deux besoins. Par ailleurs, s'agissant des émissions soft bullet, les exigences se réfèrent à la date de maturité contractuelle la plus lointaine, une fois le délai de prorogation d'un an appliqué.

- c. En cas de défaut de Crédit Agricole S.A., les créances identifiées dans le portefeuille de couverture de CA PS SCF sont transférées à l'actif de CA PS SCF. Le cas défaut comprend notamment :
  - Le cas où l'engagement d'apporter et d'actualiser la réserve de cash ci-dessus ne serait plus honoré par Crédit Agricole S.A.
  - ou, plus généralement, en cas de défaut de Crédit Agricole S.A. sur les prêts miroirs des émissions.

Aucune nouvelle série d'obligations (sauf à des fins d'auto-souscription) ne pourrait plus être émise et la société serait gérée en vue de sa liquidation.

La liquidité serait alors apportée par

- l'éventuelle réserve de cash disponible,
- les flux provenant des créances transférées
- l'allongement de la maturité des émissions soft bullet
- et si nécessaire la cession d'actifs sur le marché.

En complément ou alternativement à cet apport de liquidité, de nouvelles séries d'obligations pourront être émises et auto-souscrites en vue d'un refinancement à la BCE, dans la limite légale de 10% du montant du passif privilégié.

### **3) Le dispositif de mesure et de suivi de Crédit Agricole Public Sector SCF s'appuie sur :**

- le calcul des besoins de liquidité à 180 jours de la société qui fait l'objet d'un suivi mensuel spécifique.
- et sur le contrôle permanent des ratings de Crédit Agricole S.A. pour déterminer la nécessité de mettre en place les éventuelles réserves de liquidité, telles que définies ci-dessus.

## **V- PROTECTION CONTRE LE RISQUE COMPTABLE**

Pour ce qui concerne le risque comptable, des procédures sont mises en place chez CA SGS, filiale de Crédit Agricole S.A. qui assure la comptabilité de la société selon un principe de délégation. Elles permettent de garantir la traçabilité de la piste d'audit, depuis la pièce d'origine jusqu'aux états financiers et réglementaires SURFI.

Le contrôle permanent de l'information comptable et financière est structuré de la façon suivante :

- Contrôles de la comptabilité de 1<sup>er</sup> degré assurés par le comptable de CA SGS en charge de la comptabilité de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF,
- Contrôles de 2<sup>ème</sup> degré - 1<sup>er</sup> niveau effectués par le Département de Transformation, Coordination et Contrôles (ICR/TCC) responsable du dispositif de contrôle 2<sup>ème</sup> degré - 1<sup>er</sup> niveau de la Direction de l'Information Comptable et Réglementaire (FIG/ICR).
- Contrôle 2<sup>ème</sup> degré – 2<sup>ème</sup> niveau assurés par le service Contrôle Comptable et Contrôle Permanent FIG hors DPF de la Direction des Risques Financiers Groupe.

## **VI- PROTECTION CONTRE LES RISQUES OPERATIONNELS**

La convention d'externalisation de prestations de services conclue entre CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF et Crédit Agricole S.A. permet de limiter les risques opérationnels de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF puisque Crédit Agricole S.A. met à disposition tous les moyens humains, techniques et matériels nécessaires à la poursuite des activités de la société notamment des moyens informatiques et de contrôle interne permanent.

La démarche globale de déploiement du contrôle permanent au sein du Groupe Crédit Agricole, impose aux fonctions centrales de Crédit Agricole S.A., comme aux filiales, de mettre en place un système interne de mesure et de surveillance du risque opérationnel, intégré dans le processus de gestion des risques. Elles sont également tenues de mettre en place une procédure d'alerte en cas de survenance

d'incidents sérieux. Ces obligations et la méthodologie imposée s'inscrivent dans le cadre du volet risques opérationnels de la réforme de Bâle.

Appliqué à CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF, le dispositif du système de mesure et de surveillance du risque opérationnel couvre deux centres d'activités de Crédit Agricole S.A. : Paris et Londres.

La cartographie des risques opérationnels de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est périodiquement revue, actualisée et validée en Comité de contrôle permanent de la Direction du Pilotage Financier Groupe de Crédit Agricole S.A.

Un seuil d'alerte relatif aux risques opérationnels en cas d'incident significatif a été fixé par le Conseil d'administration, conformément aux procédures du Groupe en la matière.

### **1) Plan de continuité d'activité**

Les Plans d'urgence et de poursuite d'activité (PUPA) sont une « exigence Groupe » et sont mis en place et contrôlés par Crédit Agricole S.A. en tant que prestataire. Le suivi et le contrôle sont assurés par la Direction Risques Opérationnels et Informatiques (DRG/ROI) dans le cadre de son pilotage centralisé et enfin par l'inspection générale et les unités dédiées de la ligne métier Audit-Inspection.

Dans le cadre de la convention d'externalisation de prestations de services mentionnée ci-avant, les procédures de sécurité informatique et de continuité d'activité de Crédit Agricole Public Sector SCF s'appuient sur la politique générale des systèmes d'information inhérente au groupe Crédit Agricole pour lesquels des procédures et contrôles visent à assurer un niveau de sécurité satisfaisant.

Le plan d'urgence et de poursuite d'activité (PUPA) de Crédit Agricole Public Sector SCF fait partie intégrante du PUPA de Crédit Agricole S.A.

### **2) Sécurité des systèmes d'information :**

La sécurité du système d'information est assurée par Crédit Agricole S.A. en tant que prestataire de services et s'appuie sur les procédures du Groupe.

### **3) Dispositif de suivi et de contrôle des opérations externalisées :**

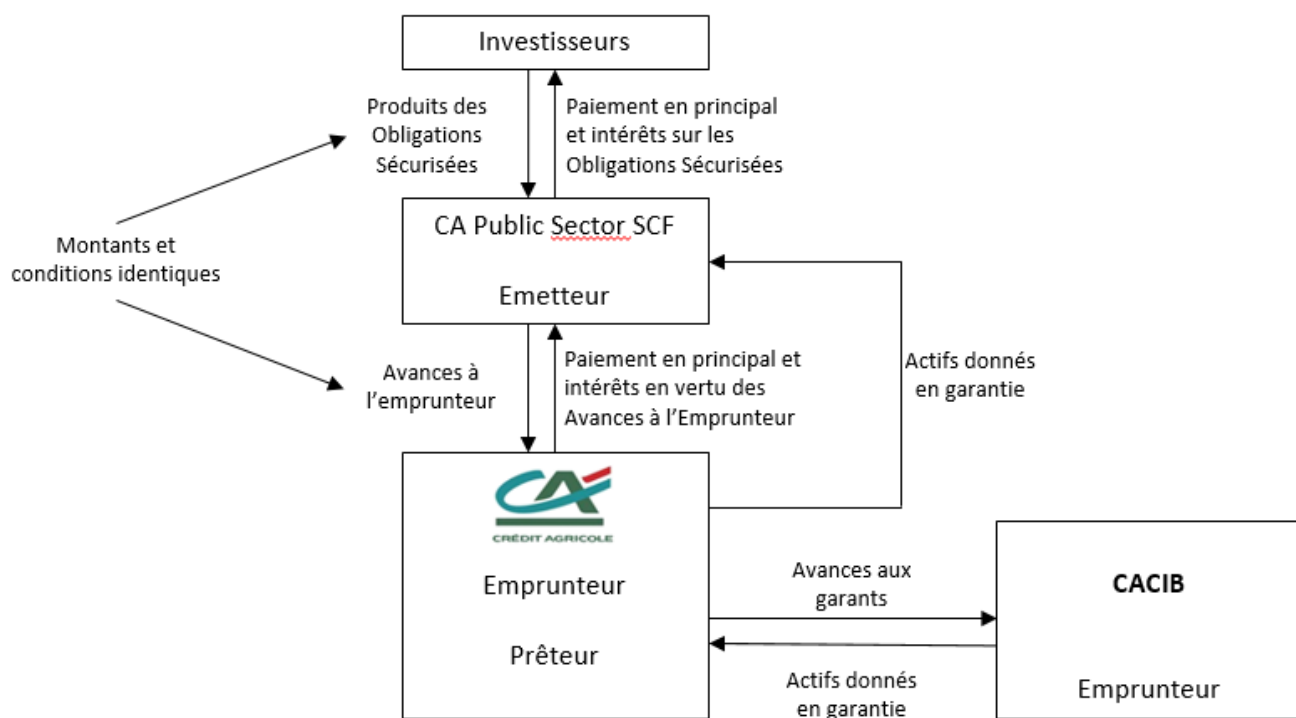
L'ensemble des activités de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est externalisé auprès de Crédit Agricole S.A. dans le cadre d'une convention d'externalisation de prestations de services.

Les risques liés à cette prestation de services essentielle externalisée sont encadrés par une procédure Groupe.

Le dispositif de suivi de la PSEE vise à s'assurer du respect de la convention.

## ANNEXES

### BUSINESS MODEL



## GLOSSAIRE

Euro Medium Terme Notes	Titres de créances négociables, associés à un programme d'émission rendu public par un émetteur.
Exposition sur des personnes publiques	Il s'agit des éléments d'actif, tels que des prêts, ou des engagements hors bilan, remplissant les conditions énumérées à l'article L.513-4 du Code monétaire et financier
FGDR – Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution	Le Fonds de Garantie des Dépôts et de Résolution (FGDR) est un organisme d'intérêt général dont la mission consiste à protéger les clients des banques en cas de défaillance de leur établissement bancaire. <a href="https://www.garantiedesdepots.fr/fr/fonds-de-garantie-des-depots-et-de-resolution/mission-du-fgdr">https://www.garantiedesdepots.fr/fr/fonds-de-garantie-des-depots-et-de-resolution/mission-du-fgdr</a>
Issuer Facility Agreement	Convention d'ouverture de crédit conclue entre CA Public Sector SCF et Crédit Agricole Agricole SA, au terme de laquelle CA Public Sector SCF suite aux émissions d'obligations, octroie à Crédit Agricole S.A. des avances et Crédit Agricole S.A. prend en charge les différents frais liés au programme.
LBF – Loi Bancaire Française	La LBF (loi du 26 juillet 2013 de séparation et de régulation des activités bancaires) est une loi Française visant à encadrer les activités bancaires, notamment en séparant celles considérées comme risquées de celles couvrant les opérations avec la clientèle. Cette loi prévoit également des obligations de reporting. Aux Etats-Unis, un type de réglementation similaire visant à limiter la spéculation a également été mis en place : la Volcker Rule ou règle
LCR – Liquidity Coverage Ratio	Ratio de liquidité issu des accords dits Bâle III. Transposé en droit français et européen par le Règlement (UE) 575/2013 du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement.  Ratio qui vise à s'assurer que la banque dispose de suffisamment de réserve pour couvrir ses flux nets de trésorerie à un mois (Sorties - Entrées) en vision stressée (les postes du bilan se voient appliquer des hypothèses de stress telles qu'une décollecte sur les dépôts, etc.). Calcul : Réserves de liquidité / Flux nets de cash sous stress à horizon 30 jours $\geq 100\%$ . Ce ratio doit être supérieur à l'exigence réglementaire tous les jours de chaque mois.
LCSO CSA - Liquidity, Commingling and Set-Off Collateral Security Agreement	Convention qui détermine les conditions dans lesquelles Crédit Agricole S.A. doit apporter à CA Public Sector SCF des réserves de liquidité pour couvrir ses obligations vis-à-vis de CA Public Sector SCF.

**II- Rapport des Commissaires aux comptes sur l'information financière  
semestrielle  
&  
Comptes arrêtés au 30 juin 2022**

**Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 10 000 000 euros  
Siège social : 12, place des Etats-Unis - 92120 Montrouge  
493 582 571 R.C.S. Nanterre**

**CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF**

**Rapport des commissaires aux comptes  
sur l'information financière semestrielle**

**(Période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022)**

**PricewaterhouseCoopers Audit**  
63, rue de Villiers  
92208 Neuilly-sur-Seine Cedex  
S.A.S. au capital de € 2 510 460  
672 006 483 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie régionale de  
Versailles et du Centre

**ERNST & YOUNG et Autres**  
Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La-Défense cedex  
S.A.S. à capital variable  
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie régionale de  
Versailles et du Centre

## **Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle**

**(Période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022)**

Aux Actionnaires

**CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF**  
12, place des Etats-Unis  
92120 MONTROUGE

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels de la société CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF, relatifs à la période du 1er janvier 2022 au 30 juin 2022, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

### **I - Conclusion sur les comptes**

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du patrimoine de la société et de la situation financière à la fin du semestre ainsi que du résultat du semestre écoulé de la société.

### **II - Vérification spécifique**

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Neuilly-sur-Seine et Paris-La Défense, le 27 septembre 2022

Les commissaires aux comptes

PricewaterhouseCoopers Audit

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Laurent Tavernier', with a stylized flourish at the end.

Laurent Tavernier

ERNST & YOUNG et Autres

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Préchoux', with a horizontal line underneath.

Matthieu Préchoux



SOCIETE DE CREDIT FONCIER

Au capital de 10 000 000 euros

12, place des Etats-Unis

92127 MONTROUGE Cedex

Arrêté au 30 Juin 2022

R.C.S. NANTERRE 493 582 571

<b>I. ETATS FINANCIERS</b>
----------------------------

BILAN ACTIF	3
BILAN PASSIF	4
HORS BILAN	5
COMPTE DE RESULTAT	6
TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE	7

<b>II. ANNEXES</b>
--------------------

A – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS RELATIFS A L’EXERCICE	8
1. EVENEMENTS DE LA PERIODE	8
2. EVENEMENTS POSTERIEURS A L’EXERCICE	8
B – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES	9
1. PRESENTATION DES COMPTES	9
2. INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN	12
3. INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT	15
4. ACTIFS RECUS EN GARANTIE	17
5. TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS	17
6. CONSOLIDATION	17
7. REMUNERATIONS DES ORGANES D’ADMINISTRATION ET DE DIRECTION	17
8. IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS	17
9. ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES	18
10. VARIATION DU CAPITAL	19

<<<<<<< ----- >>>>>>>>>

Annexe	BILAN ACTIF (en Euros)	30/06/2022	31/12/2021
2.1.1	Caisse, banques centrales, C.C.P.	261	175
	Effets publics & valeurs assimilées	0	0
2.1.2	Créances sur les établissements de crédit	4 526 051 799	4 532 256 810
	Créances sur la clientèle	0	0
	Affacturage	0	0
	Obligations & autres titres à revenu fixe	0	0
	Actions & autres titres à revenu variable	0	0
	Participations et autres titres détenus à long terme	0	0
	Parts dans les entreprises liées	0	0
	Crédit-bail et location avec option d'achat	0	0
	Location simple	0	0
	Immobilisations incorporelles	0	0
	Immobilisations corporelles	0	0
	Capital souscrit non versé	0	0
	Actions propres	0	0
2.2.1	Autres actifs	592 903	472 691
2.2.1	Comptes de régularisation	20 441 592	22 487 511
	<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>	<b>4 547 086 555</b>	<b>4 555 217 187</b>

Annexe	BILAN PASSIF (en Euros)	30/06/2022	31/12/2021
	Banques centrales, C.C.P.	0	0
2.1.3	Dettes envers les établissements de crédit	17 005 501	17 005 764
	Opérations avec la clientèle	0	0
2.1.4	Dettes représentées par un titre	4 509 482 745	4 516 921 575
2.2.2	Autres passifs	119	41 880
2.2.2	Comptes de régularisation	9 608 021	10 258 642
	Provisions	0	0
	Dettes subordonnées	0	0
	Fonds pour Risques Bancaires Généraux	0	0
10	Capitaux propres hors FRBG (+/-)	10 990 169	10 989 326
	Capital souscrit	10 000 000	10 000 000
	Primes d'émission	0	0
	Réserves	79 537	77 002
	Ecart de réévaluation	0	0
	Provisions réglementées et subventions d'investissement	0	0
	Report à nouveau (+/-)	861 789	861 622
	Résultat en instance d'affectation (+/-)	0	0
	Résultat de l'exercice (+/-)	48 843	50 703
	<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>4 547 086 555</b>	<b>4 555 217 187</b>

	HORS BILAN (en Euros)	30/06/2022	31/12/2021
	<u>ENGAGEMENTS DONNES</u>		
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
	ENGAGEMENTS SUR TITRES		
	<u>ENGAGEMENTS RECUS</u>		
	ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT		
	ENGAGEMENTS DE GARANTIE		
	ENGAGEMENTS SUR TITRES	6 105 038 680	6 091 093 595

## CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF

30/06/2022

<b>Annexe</b>	<b>COMPTE DE RESULTAT (en Euros)</b>	<b>30/06/2022</b>	<b>31/12/2021</b>	<b>30/06/2021</b>
<b>3.1.1</b>	<b>+ Intérêts &amp; produits assimilés</b>	17 523 916	34 051 042	16 840 651
<b>3.1.2</b>	<b>- Intérêts &amp; charges assimilées</b>	(16 809 951)	(32 787 244)	(16 218 365)
	<b>+ Revenus des titres à revenu variable</b>	0	0	0
<b>3.1.3</b>	<b>+ Commissions (produits)</b>	833 484	1 523 776	882 632
<b>3.1.3</b>	<b>- Commissions (charges)</b>	(6 009)	(2 040)	0
	<b>+/- Gains / pertes sur opérations du portefeuille de négociation</b>	0	0	0
	<b>+/- Gains / pertes sur opérations du portefeuille de placement</b>	0	0	0
	<b>+ Autres produits d'exploitation bancaire</b>	0	0	0
<b>3.1.4</b>	<b>- Autres charges d'exploitation bancaire</b>	(746 703)	(1 352 737)	(665 619)
	<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>	<b>794 737</b>	<b>1 432 797</b>	<b>839 299</b>
<b>3.2.1</b>	<b>- Charges générales d'exploitation</b>	(737 088)	(1 363 967)	(787 771)
	<b>- Dotation aux amortissements et provisions sur immobilisations</b>	0	0	0
	<b>RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>57 649</b>	<b>68 831</b>	<b>51 528</b>
	<b>+/- Coût du risque</b>	0	0	0
	<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>57 649</b>	<b>68 831</b>	<b>51 528</b>
	<b>+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés</b>	0	0	0
	<b>RESULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>57 649</b>	<b>68 831</b>	<b>51 528</b>
	<b>+/- Résultat exceptionnel</b>	0	0	0
	<b>- Impôt sur les bénéfices</b>	(8 806)	(18 128)	(7 335)
	<b>+/- Dotations / reprises du FRBG et des provisions réglementées</b>	0	0	0
	<b>RESULTAT NET</b>	<b>48 843</b>	<b>50 703</b>	<b>44 193</b>

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE (en Euros)	30/06/2022	31/12/2021
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>57 649</b>	<b>68 831</b>
Dotations nettes aux amortissements et provisions des immobilisations corporelles et incorporelles		
Dépréciation des écarts d'acquisition		
Dotations nettes aux dépréciations		
Quote-parts de résultat liées aux sociétés mises en équivalence		
Perte nette/gain net des activités d'investissement		
Produits/charges des activités de financement	17 478 255	33 967 120
Autres mouvements	(840 006)	(14 288 021)
<b>Total des éléments non monétaires inclus dans le résultat net avant impôts et des autres ajustements</b>	<b>16 638 249</b>	<b>19 679 100</b>
Flux liés aux opérations avec les établissements de crédit	6 702 679	(493 529 856)
Flux liés aux opérations avec la clientèle		
Flux liés aux autres opérations affectant des actifs ou passifs financiers		
Flux liés aux opérations affectant des actifs ou passifs non financiers	(154 646)	(112 580)
Dividendes reçus des sociétés mises en équivalence		
Impôts versés	(7 327)	(11 516)
<b>Diminution/augmentation nette des actifs et passifs provenant des activités opérationnelles</b>	<b>6 540 706</b>	<b>(493 653 951)</b>
<b>TOTAL FLUX NETS DE TRESORERIE GENERES PAR L'ACTIVITE OPERATIONNELLE (A)</b>	<b>23 236 604</b>	<b>(473 906 021)</b>
<b>Flux liés aux participations</b>		
<b>Flux liés aux immobilisations corporelles et incorporelles</b>		
<b>TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT (B)</b>		
<b>Flux de trésorerie provenant ou à destination des actionnaires</b>	(48 000)	(52 000)
<b>Autres flux nets de trésorerie provenant des activités de financement</b>	(23 437 500)	473 889 284
<b>TOTAL FLUX NET DE TRÉSORERIE LIÉ AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT (C )</b>	<b>(23 485 500)</b>	<b>473 837 284</b>
<b>Effet de la variation des taux de change et autres flux de variation sur la trésorerie et équivalent de trésorerie (D)</b>		
<b>Augmentation/diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (A+B+C+D)</b>	<b>(248 896)</b>	<b>(68 737)</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>27 863 305</b>	<b>27 932 043</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	175	403
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	10 863 130	10 931 640
Solde net des comptes, dépôt à vue autre établissement	17 000 000	17 000 000
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</b>	<b>27 614 409</b>	<b>27 863 305</b>
Solde net des comptes de caisse et banques centrales	261	175
Solde net des comptes, prêts/emprunts à vue auprès des établissements de crédit	10 614 148	10 863 130
Solde net des comptes, dépôt à vue autre établissement	17 000 000	17 000 000
<b>VARIATION DE LA TRESORERIE NETTE ET DES EQUIVALENTS DE TRESORERIE</b>	<b>(248 896)</b>	<b>(68 737)</b>

## **II. ANNEXES**

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF (CAPS SCF) est une société anonyme agréée établissement de crédit spécialisé – société de crédit foncier depuis septembre 2011. Elle est régie par le Livre V du Code Monétaire et Financier et la loi bancaire du 24 janvier 1984 relative au contrôle et à l'activité des établissements de crédit et est soumise à la réglementation bancaire.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, la société exerce sous le statut d'établissement de crédit spécialisé suite à l'entrée en vigueur du Règlement européen CRR « Capital requirements regulation ».

L'activité principale de la société est l'émission d'obligations foncières bénéficiant du privilège mentionné à l'article L.513-11 du code monétaire et financier, sur les marchés, aux fins d'opérations de financement, de refinancement ou d'octroi de crédits.

### **A – EVENEMENTS SIGNIFICATIFS RELATIFS A L'EXERCICE**

#### **1. EVENEMENTS DE LA PERIODE**

Au 30 juin 2022, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a procédé à un remboursement anticipé du gage espèces de 17 millions puis à un renouvellement à la même date.

#### **2. EVENEMENTS POSTERIEURS A L'EXERCICE**

Il n'existe aucun événement postérieur à la clôture susceptible d'avoir un impact sur les comptes de l'exercice clos le 30 juin 2022.

## **B – PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES**

Les états financiers de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF sont établis dans le respect des principes comptables applicables en France aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole SA.

La présentation des états financiers de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1<sup>er</sup> janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

### **1. PRESENTATION DES COMPTES**

#### **1.1 Créances et dettes**

Les créances sur les établissements de crédit et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Conformément aux dispositions réglementaires, la rubrique clientèle comporte en outre les opérations réalisées avec la clientèle financière.

Les prêts subordonnés, de même que les opérations de pension (matérialisées par des titres ou des valeurs), sont intégrés dans les différentes rubriques de créances, en fonction de la nature de la contrepartie (interbancaire, clientèle).

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

En application de l'article 2131-1 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 les commissions reçues et les coûts marginaux de transaction supportés sont étalés sur la durée de vie effective du crédit et sont donc intégrés à l'encours de crédit concerné.

Les intérêts courus sur les créances sont portés en compte de créances rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les engagements par signature comptabilisés au hors-bilan correspondent à des engagements irrévocables de concours en trésorerie et à des engagements de garantie qui n'ont pas donné lieu à des mouvements de fonds.

L'application du Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 conduit CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé en utilisant des systèmes de notation externes et/ou internes qui permettent d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan.

### **1.2 Autres titres détenus à long terme**

Les autres titres détenus à long terme correspondent à des titres détenus dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice mais sans influencer la gestion de cette dernière en raison du faible pourcentage des droits de vote détenus.

Ces titres sont comptabilisés pour leur prix d'acquisition frais inclus.

A la clôture de l'exercice, ces titres sont évalués, titre par titre, en fonction de leur valeur d'usage et figurent au bilan au plus bas de leur coût historique ou de cette valeur d'utilité.

Celle-ci représente ce que l'établissement accepterait de décaisser pour les acquérir compte tenu de ses objectifs de détention.

L'estimation de la valeur d'utilité peut se fonder sur divers éléments tels que la rentabilité et les perspectives de rentabilité de l'entreprise émettrice, ses capitaux propres, la conjoncture économique ou encore le cours moyen de bourse des derniers mois ou la valeur mathématique du titre.

Lorsque la valeur d'utilité de titres est inférieure au coût historique, ces moins-values latentes font l'objet de dépréciations sans compensation avec les plus-values latentes.

Les dotations et reprises de dépréciations ainsi que les plus ou moins-values de cession relatives à ces titres sont enregistrées sous la rubrique « Résultat net sur actifs immobilisés ».

### **1.3 Dettes représentées par un titre**

Les dettes représentées par un titre sont présentées selon la nature de leur support : emprunts obligataires, à l'exclusion des titres subordonnés qui sont classés dans la rubrique du passif « Dettes subordonnées ».

Les intérêts courus non échus sont enregistrés en comptes de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

Les primes d'émission ou de remboursement des emprunts obligataires sont amorties sur la durée de vie des emprunts concernés, la charge correspondante est inscrite dans la rubrique : « Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe ».

Les primes de remboursement peuvent être amorties selon deux méthodes :

- soit au prorata des intérêts courus pour les obligations émises avant le 1er Janvier 1993, ou pour celles dont la prime de remboursement est inférieure à 10 % du prix d'émission ;
- soit de façon actuarielle pour les emprunts émis depuis le 1er Janvier 1993 dont la prime de remboursement excède 10 % du prix d'émission.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF applique également la méthode d'étalement des frais d'emprunts dans ses comptes individuels.

Les commissions de services financiers sont comptabilisées en charges dans la rubrique « commission (charges) ».

#### **1.4 Provisions**

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 pour la comptabilisation et l'évaluation des provisions.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux engagements de retraite et de congés fin de carrière, aux litiges et aux risques divers.

Aucune provision n'est constatée à ce jour dans les comptes de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

#### **1.5 Engagements hors-bilan**

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Le cas échéant, les engagements donnés font l'objet d'une provision lorsqu'il existe une probabilité de mise en jeu entraînant une perte pour CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

#### **1.6 Charges et produits exceptionnels**

Ils représentent les charges et produits qui surviennent de manière exceptionnelle et qui sont relatifs à des opérations ne relevant pas du cadre des activités courantes de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'a pas constaté de produit exceptionnel au 30 juin 2022.

#### **1.7 Impôts sur les bénéfices**

D'une façon générale, seul l'impôt exigible est constaté dans les comptes individuels.

La charge d'impôt figurant au compte de résultat correspond à l'impôt sur les sociétés dû au titre de l'exercice. Elle intègre les conséquences de la contribution sociale sur les bénéfices de 3,30%.

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a signé avec Crédit Agricole S.A. une convention d'intégration fiscale ; elle est entrée dans le groupe le 1 janvier 2007. Aux termes des accords conclus, chacune des sociétés intégrées constate dans ses comptes la dette d'impôt dont elle aurait été redevable en l'absence d'intégration fiscale.

## 2 INFORMATIONS SUR LES POSTES DU BILAN

### 2.1 Activité principale

#### 2.1.1 Caisses, banques centrales

	30/06/2022	31/12/2021
Compte Banque de France <i>Principal</i>	261 261	175 175
<b>Total</b>	<b>261</b>	<b>175</b>

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF a ouvert un compte de numéraire et de réserves obligatoires auprès de la Banque de France le 07 octobre 2014.

#### 2.1.2 Créances sur les établissements de crédit

Les créances à terme sont des prêts accordés à Crédit Agricole S.A. dans le cadre de l'activité de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF.

	<3mois	>3mois<1an	>1an<5ans	>5 ans	Total en principal	Créances rattachées	30/06/2022	31/12/2021
Comptes et prêts :								
- à vue	27 614 148	998 737 941	995 854 948	2 494 361 861	4 516 568 898	9 482 901	4 526 051 799	4 532 256 810
- à terme	27 614 148	0	0	0	27 614 148	0	27 614 148	27 863 130
Valeurs reçues en pension	0	998 737 941	995 854 948	2 494 361 861	4 488 954 750	9 482 901	4 498 437 651	4 504 393 680
Titres reçus en pension livrée	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts subordonnés	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>27 614 148</b>	<b>998 737 941</b>	<b>995 854 948</b>	<b>2 494 361 861</b>	<b>4 516 568 898</b>	<b>9 482 901</b>	<b>4 526 051 799</b>	<b>4 532 256 810</b>
Dépréciations	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>VALEURS NETTES AU BILAN</b>							<b>4 526 051 799</b>	<b>4 532 256 810</b>

Ces créances sont enregistrées en principal, augmentées des surcotes et diminuées des décotes nettes d'amortissements. En application du règlement 2014-07, les commissions d'octroi de crédit sont comptabilisées avec les créances sur établissements de crédit et ventilées selon la durée des prêts auxquels elles se rattachent.

Au 30 juin 2022, CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'a constaté aucune dépréciation de ses créances.

**2.1.3 Dettes envers les établissements de crédit**

ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	<3mois	>3mois<1an	>1 an<5ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	30/06/2022	31/12/2021
Dettes envers établissements de crédit	0	17 000 000	0	0	17 000 000	5 501	17 005 501	17 005 764
<b>VALEUR AU BILAN</b>			0	0	17 000 000	5 501	17 005 501	17 005 764

**2.1.4 Dettes représentées par un titre**

ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	<3mois	>3mois<1an	>1 an<5ans	>5 ans	Total en principal	Dettes rattachées	30/06/2022	31/12/2021
Emprunts obligataires	0	1 000 000 000	1 000 000 000	2 500 000 000	4 500 000 000	9 482 745	4 509 482 745	4 516 921 575
<b>VALEUR AU BILAN</b>			1 000 000 000	2 500 000 000	4 500 000 000	9 482 745	4 509 482 745	4 516 921 575

**Emprunts obligataires (contrevaletur €)**

ANALYSE PAR DUREE RESIDUELLE	30/06/2022				31/12/2021
	≤1an	>1an ≤5 ans	>5ans	Encours	Encours
<b>Euro</b>	1 000 000 000	1 000 000 000	2 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
Taux fixe	1 000 000 000	1 000 000 000	2 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
Taux variable	-	-	-	-	-
<b>Autres devises de l'Union Européenne</b>	-	-	-	-	-
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux variable	-	-	-	-	-
<b>Dollar</b>	-	-	-	-	-
Taux fixe	-	-	-	-	-
Taux variable	-	-	-	-	-
<b>Total principal</b>	1 000 000 000	1 000 000 000	2 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
Taux fixe	1 000 000 000	1 000 000 000	2 500 000 000	4 500 000 000	4 500 000 000
Taux variable	-	-	-	-	-
Dettes rattachées				9 482 745	16 921 575
<b>VALEUR AU BILAN</b>	1 000 000 000	1 000 000 000	2 500 000 000	4 509 482 745	4 516 921 575

**2.1.5 Participations et autres titres détenus à long terme**

Ce poste représente les certificats d'associés de la contribution aux mécanismes de garantie des titres et des cautions.

**2.2 Autres comptes de bilan****2.2.1 Comptes de régularisation et actifs divers**

	30/06/2022	31/12/2021
<b>Autres actifs</b>	592 903	472 691
<i>Dépôt FRU</i>	584 352	453 339
<i>Acomptes Impôts sur les stés (Intégrat. Fiscale)</i>	8 551	19 352
<b>Comptes de régularisation actif</b>	20 441 592	22 487 511
<i>Primes d'émission des titres à revenu fixe</i>	13 066 130	14 541 547
<i>Frais d'émission des emprunts</i>	7 195 287	7 938 484
<i>Charges Constatées d'av. Divers Fonctionnement</i>	180 175	0
<i>Produits à recevoir Divers Fonctionnement</i>	0	7 480
<b>Total</b>	<b>21 034 495</b>	<b>22 960 202</b>

**2.2.2 Comptes de régularisation et passifs divers**

	30/06/2022	31/12/2021
Autres passifs	119	41 880
<i>Impôts et taxes</i>	119	41 880
<i>Fournisseurs</i>	0	0
Comptes de régularisation passif	9 608 021	10 258 642
<i>Prime d'émission / surcote</i>	9 252 144	9 991 172
<i>Services extérieurs</i>	4 540	10 590
<i>Charges diverses s/Opérations s/titres</i>	14 420	11 770
<i>Contributions réglementaires</i>	3 000	5 000
<i>Honoraires</i>	321 769	237 279
<i>Charges diverses d'exploitation bancaire</i>	1 303	1 803
<i>Impôts et taxes</i>	10 845	1 028
<b>Total</b>	<b>9 608 140</b>	<b>10 300 522</b>

### 3 INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

#### 3.1 Produit net bancaire

##### 3.1.1 Intérêts et produits assimilés

	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
Sur opérations avec les établissements de crédit	17 523 916	34 051 042	16 840 651
Comptes ordinaires	0	77 184	38 008
Comptes à terme	17 523 916	33 973 858	16 802 643
<b>Total</b>	<b>17 523 916</b>	<b>34 051 042</b>	<b>16 840 651</b>

##### 3.1.2 Intérêts et charges assimilées

	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
Sur opérations avec les établissements de crédit	(74 893)	(167 103)	(81 689)
Sur dettes représentées par des titres	(16 735 058)	(32 620 141)	(16 136 676)
<b>Total</b>	<b>(16 809 951)</b>	<b>(32 787 244)</b>	<b>(16 218 365)</b>

Les intérêts créditeurs négatifs sur les comptes ordinaires résultent du taux d'intérêt ESTER négatif.

##### 3.1.3 Commissions

Dans ce poste, figurent en produits les commissions relatives aux prêts accordés à Crédit Agricole S.A. :

- Commissions de gestion de financement pour 833 484€ au 30/06/2022 contre 880 777 € au 30/06/2021

Figurent en charges, pour un total de 6 009€ au 30/06/2022 les commissions sur titres émis :

- Frais de teneur de titres et d'agent payeur.

##### 3.1.4 Autres charges d'exploitation bancaire

	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
Amortissements des frais d'émission des emprunts	(743 197)	(1 346 979)	(662 658)
Frais de gestion des comptes bancaires	(3 506)	(5 758)	(2 961)
<b>Total</b>	<b>(746 703)</b>	<b>(1 352 737)</b>	<b>(665 619)</b>

Dans ce poste, figurent, en charges, les commissions de placement relatives aux émissions d'emprunts obligataires.

### 3.2 Charges d'exploitation

#### 3.2.1 Charges générales d'exploitation

	30/06/2022	31/12/2021	30/06/2021
Impôts et taxes	(1 457)	(25 654)	(1 415)
Honoraires	(464 604)	(852 069)	(441 143)
Redevances	(67)	(66)	(66)
Services extérieurs : refacturation Crédit Agricole S.A.	(259 688)	(439 865)	(324 667)
Contributions réglementaires	(3 000)	(6 000)	(3 000)
Services extérieurs	(8 274)	(40 311)	(17 479)
Autres Produits et charges d'exploitation non bancaires	1	(1)	(1)
<b>Total</b>	<b>(737 088)</b>	<b>(1 363 967)</b>	<b>(787 771)</b>

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne provisionne pas la contribution sociale car son impôt sur les sociétés est inférieur à l'abattement qui s'applique à cette contribution.

#### 3.2.2 Frais de personnel

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF n'emploie pas de personnel.

**4 ACTIFS RECUS EN GARANTIE**

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF reçoit des créances de Crédit Agricole SA en garantie des prêts qui lui sont accordés.

Ces créances sont enregistrées en hors bilan au compte « Autres valeurs reçues en garantie » pour un montant d'EUR 6 105 038 680 au 30 juin 2022 contre EUR 6 091 093 595 au 31 décembre 2021.

**5 TABLEAU DES FILIALES ET PARTICIPATIONS**

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne possède ni filiale ni participation.

**6 CONSOLIDATION**

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est consolidée par intégration globale dans le périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. En conséquence, l'information sur les honoraires des commissaires aux comptes est indiquée dans le document de référence du Groupe Crédit Agricole SA.

**7 REMUNERATIONS DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION**

Les membres des organes d'administration et de direction ne perçoivent aucune rémunération au titre de leurs fonctions dans la société.

Aucune avance, ni crédit, n'ont été consentis à ceux-ci au 30 juin 2022.

**8 IMPLANTATION DANS DES ETATS OU TERRITOIRES NON COOPERATIFS**

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF ne détient aucune implantation directe ou indirecte dans un état ou un territoire non coopératif au sens de l'article 238-0 A du Code général des impôts.

## 9 ELEMENTS CONCERNANT LES ENTREPRISES LIEES

BILAN	DESIGNATION DE L'ENTITE LIEE	Solde au 30/06/2022	Solde au 31/12/2021
<i>ACTIF</i>			
Créances sur les établissements de crédit	Crédit Agricole S.A.	4 526 051 799	4 532 256 810
Autres Actifs	Crédit Agricole S.A.	8 551	19 352
Compte de régularisation	CACEIS Corporate Trust	1 319	7 480
Compte de régularisation	CACIB	45	-
<i>PASSIF</i>			
Dettes envers les établissements de crédit	Crédit Agricole S.A.	17 005 501	17 005 764
Dettes représentées par un titre	CACIB	10 017	-
Compte de régularisation	Crédit Agricole S.A.	9 006	200
Compte de régularisation	CACEIS Corporate Trust	12 890	10 240
Autres Passifs	Crédit Agricole S.A.	-	18 128
COMPTE DE RESULTAT	DESIGNATION DE L'ENTITE LIEE	Solde au 30/06/2022	Solde au 30/06/2021
<i>CHARGES</i>			
Charges bancaires	Crédit Agricole S.A.	76 261	82 912
Commission	CACEIS Corporate Trust	3 969	-
Charges générales d'exploitation	Crédit Agricole S.A.	259 688	317 467
Impôt sur les bénéfices	Crédit Agricole S.A.	8 806	7 335
<i>PRODUITS</i>			
Commissions s/comptes et prêts	Crédit Agricole S.A.	833 484	880 777
Commission	CACEIS Corporate Trust	-	1 855
Produits bancaires	Crédit Agricole S.A.	17 523 916	16 840 651
HORS-BILAN	DESIGNATION DE L'ENTITE LIEE	Solde au 30/06/2022	Solde au 31/12/2021
<b>Hors Bilan</b>			
Autres valeurs reçues en garantie	Crédit Agricole SA	6 105 038 680	6 091 093 595

## 10 VARIATION DU CAPITAL

	Capital	Primes et réserves	Report à nouveau	Provisions réglementées et subventions d'investissement	Résultat	Total des capitaux propres
<b>Solde au 31 Décembre 2020</b>	<b>10 000 000</b>	<b>74 279</b>	<b>861 884</b>	<b>0</b>	<b>54 461</b>	<b>10 990 624</b>
Dividendes versés au titre de 2020					(52 000)	(52 000)
Variation de capital						0
Variation des primes et réserves						0
Affectation du résultat social 2020		2 723	(262)		(2 461)	0
Résultat au 31/12/2021					50 703	50 703
Autres variations						0
<b>Solde au 31 Décembre 2021</b>	<b>10 000 000</b>	<b>77 002</b>	<b>861 622</b>	<b>0</b>	<b>50 703</b>	<b>10 989 326</b>
Dividendes versés au titre de 2021					(48 000)	(48 000)
Variation de capital						0
Variation des primes et réserves						0
Affectation du résultat social 2021		2 535	167		(2 703)	(0)
<b>Résultat au 30/06/2022</b>					48 843	48 843
Autres variations						0
<b>Solde au 30 Juin 2022</b>	<b>10 000 000</b>	<b>79 537</b>	<b>861 789</b>	<b>0</b>	<b>48 843</b>	<b>10 990 169</b>

CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF est détenue à 100 % (moins 1 action) par Crédit Agricole S.A.

Le capital social est fixé à 10 000 000 €, divisé en 1 000 000 actions de 10 € entièrement libérées.

**III- Déclaration de la personne physique responsable du rapport  
financier semestriel**

**Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 10 000 000 euros  
Siège social : 12, place des Etats-Unis - 92120 Montrouge  
493 582 571 R.C.S. Nanterre**

Société anonyme à Conseil d'administration  
au capital de 10 000 000 euros  
Siège social : 12, Place des États-Unis, 92127 Montrouge cedex  
493 582 571 R.C.S. Nanterre

## **PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL 2022**

**M. Simona LO SINNO,**

Directeur Général Délégué de CREDIT AGRICOLE PUBLIC SECTOR SCF

### **DECLARATION DU RESPONSABLE**

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la Société, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre les parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Fait à Montrouge, le 28 septembre 2022

DocuSigned by:  
**LO SINNO Simona**  
4B8E7233A1B646C...

Madame Simona LO SINNO

Directeur Général Délégué